

## Le Canada : Un partenaire pour le Pacifique, désintéressé ou réticent?

Lawrence T. Woods

Volume 21, numéro 4, 1990

Monde : prochain épisode

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702752ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702752ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Woods, L. T. (1990). Le Canada : Un partenaire pour le Pacifique, désintéressé ou réticent? *Études internationales*, 21(4), 855–862.  
<https://doi.org/10.7202/702752ar>

# LIVRES

## 1. Étude bibliographique

### **Le Canada : Un partenaire pour le Pacifique, désintéressé ou réticent?\***

Lawrence T. WOODS\*\*

Au moment où le vingtième siècle touche à sa fin, les Canadiens continuent de subir des pressions car on souhaite qu'ils révisent certains de leurs points de vue (ils font de l'autosatisfaction sur le plan intérieur, se protègent à la nord-américaine et conservent un certain héritage européen) s'ils ne veulent pas laisser passer les changements sociaux, politiques et économiques qui marquent l'aube de l'ère du Pacifique. Un grand nombre de ces pressions ont un goût de déjà vu aux yeux des spécialistes de la région Asie-Pacifique qui, depuis longtemps déjà – fût-ce en petit nombre – ont tout à fait pris conscience du transfert de pouvoir progressif des régions de l'Atlantique à celles du Pacifique, et qui ont été à maintes reprises déconcertés par le manque d'analyse des reportages, qui décrivaient ces régions qu'ils connaissaient très bien comme de simples lieux de villégiature exotiques ou comme des modes passagères. Ces observateurs avertis seront ravis de constater que l'on retrouve dans les travaux discutés ci-après un certain respect pour l'étude des relations entre le Canada et les régions du Pacifique.

Il est souvent difficile de discerner le thème principal de l'ensemble des communications présentées à un congrès, en dépit du titre de l'ouvrage dans lequel elles sont rassemblées. Par conséquent, lorsqu'on se retrouve face à quatre compilations de ce genre, le premier réflexe serait plutôt d'ignorer les ouvrages en question.

\* KIM, Dalchoong et EVANS, Brian L. (éditeurs). *Korea and Canada: New Frontiers in the Asia-Pacific Era*. East and West Studies Series 8. Séoul: Institute of East and West Studies, Yonsei University, 1989. x-269p.

KIM, Dalchoong et SHIN, Myungsoon (éditeurs). *Korea-Canada in Emerging Asia-Pacific Community*. East and West Studies Series 6. Séoul: Institute of East and West Studies, Yonsei University, 1989. x-187p.

RUDNER, Martin (éd.). *Canada-Malaysia: Towards the 1990s. Papers from the Canada-Malaysia Conference, Ottawa, October 1986*. Kingston, Ont.: Ronald P. Frye and Company, 1988. xxvi-186p.

SMITH, Murray G. (éd.). *Canada, the Pacific and Global Trade*. Halifax, N.S.: The Institute for Research on Public Policy, 1989. xvii-200p.

\*\* Professeur agrégé, Département des études politiques, Université Bishop, Lennoxville, Québec.

Pourtant, après avoir séparé les communications utiles de celles qui ne sont pas pertinentes, une problématique unique apparaît tout à fait clairement: Est-ce que le Canada est un partenaire désintéressé, réticent ou frustré pour les régions du Pacifique?

### Désintéressé?

Les Canadiens perçoivent-ils vraiment les conséquences de l'importance économique grandissante de la région Asie-Pacifique? S'intéressent-ils véritablement à la progression politique et économique du Japon et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (l'ANASE, qui regroupe le Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande) ainsi que d'autres puissances présentes dans le Pacifique?

On retrouve ces préoccupations dans *Canada-Malaysia*, écrit par H.E. Datuk, ministre malais des Affaires étrangères, qui insiste sur la nécessité d'améliorer les échanges entre nos deux pays, du point de vue qualitatif et quantitatif; il met d'ailleurs l'accent sur les restrictions canadiennes aux importations en provenance de la Malaisie et sur le déséquilibre des flux de capitaux et des investissements. Le ministre répond en cela aux propos tenus par Joe Clark, ministre canadien des Affaires étrangères, et à la suggestion de Donald S. MacDonald (Président de la Commission royale sur l'économie canadienne); ce dernier pense que la Malaisie devrait exprimer son soutien à l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, ce qui assurerait, en échange, une continuation du soutien canadien aux objectifs des pays en développement. Le ministre malais semble remettre en question la logique qui lui est présentée, demandant implicitement quels objectifs la prise de position de M. MacDonald permettrait d'atteindre et observant, comme de nombreuses autres personnes, que le Canada semble bien plus intéressé à être une nation rattachée à l'Amérique du Nord plutôt qu'au Pacifique.

Dans le même ouvrage, Keith A. Jay remet en question les intérêts canadiens dans le Pacifique et en particulier en Malaisie, dans une étude consacrée à l'économie malaise et aux perspectives d'un resserrement de ses liens avec le Canada. Hay se fait l'écho de certaines des préoccupations du ministre malais des Affaires étrangères, bien qu'il existe d'après lui de nombreuses possibilités pour une expansion du commerce et des investissements canadiens dans le secteur des services. G. Dhanarajan attire notre attention sur les possibilités de coopération entre le Canada et la Malaisie, par un processus d'apprentissage à distance qui fournirait, par la même occasion, une excellente vue d'ensemble de la technologie et des programmes existants; pour sa part, Elaine Pressman, qui se livre à une critique assez sévère du cinquième plan de développement économique du gouvernement malais, exhorte le Canada à contribuer au développement des ressources humaines en offrant sa technologie et son expertise dans ce domaine. Enfin, dans l'une des communications les plus provocatrices et les plus utiles de tous les travaux que nous étudions ici, Manfred G. van Nostitz analyse la présence canadienne en Malaisie et avance un ensemble de recommandations destinées à enrayer la tendance à la baisse du commerce et des investissements.

On retrouve également le type de commentaires assez désagréables et dérangeants qui portaient sur les relations canado-malaises, dans deux volumes consacrés aux relations canado-coréennes, publiés à la suite des conférences bilatérales organisées dans le cadre du Programme d'études canadiennes de l'Institute of East and West Studies de l'université Yonsei. Ainsi que le fait remarquer Charles Burton dans son étude de la politique étrangère du Canada, dans *Korea-Canada in Emerging Asia-Pacific Community*, «le Canada a réagi moins vite que d'autres nations à l'importance grandissante de la région [Asie-Pacifique] sur le plan géopolitique et économique» (p. 40). Burton observe que les déclarations des gouvernements dénotent un manque d'efforts véritables et que les organismes tels que l'Asia Pacific Foundation of Canada ont pris un faux départ; pourtant, il a bon espoir que les Canadiens prennent de plus en plus conscience de l'importance des régions du Pacifique à travers les programmes linguistiques et les échanges culturels. Le thème des relations culturelles est d'ailleurs abordé en détail dans les quatre dernières communications de ce volume; dans l'une d'elles, Sang-Joo Lee recommande la création d'un fonds Corée-Canada pour la promotion de la culture et de l'enseignement, qui permettrait d'équilibrer le flot d'informations circulant pour l'instant à sens unique et qui fait que les Coréens en savent plus sur le Canada que les Canadiens sur la Corée.

L'universitaire coréen Seung-Soo Han, maintenant devenu politicien, souhaite lui aussi encourager les Canadiens à s'intéresser de plus près à tout ce qui concerne les régions du Pacifique; dans le même volume, il tente de situer la coopération économique entre le Canada et la Corée à la fois dans un contexte régional et dans un contexte mondial. Non seulement nos deux pays vivent d'après lui dans l'ombre des États-Unis et du Japon, mais nos économies respectives, moins fortes, devraient logiquement jouer un rôle prédominant dans les efforts déployés par les différents pays pour renforcer et maintenir le système économique occidental. Là encore, il est clair que l'on redoute à l'étranger que les Canadiens demeurent des «continentalistes» acharnés, à cause de l'Accord de libre-échange conclu avec les Américains.

Dans *Korea and Canada: New Frontiers in the Asia-Pacific Era*, on retrouve le thème du désintérêt, illustré de manière empirique par Dae Ryun Chang, qui analyse la manière dont les Coréens perçoivent les produits de l'industrie canadienne; elle nous apprend que la plupart du temps, les Coréens ignorent que certaines entreprises sont canadiennes et que, par conséquent, la vente de produits canadiens souffre d'une image de marque assez faible qui fait que la qualité de ces produits n'est pas évaluée de manière positive. On peut tirer une conclusion évidente de cette analyse: il faut améliorer la mise en marché des produits canadiens en Corée et donc s'assurer que les Canadiens demeurent intéressés à vendre de nombreux produits aux Coréens. Le lecteur ne trouvera pas les propos de l'auteur nécessairement rassurants lorsqu'il dit que les Coréens connaissent de mieux en mieux le Canada et les produits canadiens grâce à l'organisation d'événements ponctuels tels que la Semaine du Canada. On n'imagine pas non plus que de nombreux Canadiens puissent être flattés d'apprendre que «parmi ce qui a également éveillé la conscience des gens, on peut citer la victoire puis la disqualification de Ben Johnson durant les jeux olympiques d'été en septembre [1988 à Séoul]» (p. 144).

C'est peut-être dans le quatrième volume qu'on peut retrouver les éléments les plus intéressants concernant le Canada. *Canada, the Pacific and Global Trade* a été publié à l'issue de la conférence de l'Institute for Research on Public Policy (IRPP), qui s'est tenue conjointement au Third Trade Policy Forum de la Pacific Economic Cooperation Conference (PECC) en juin 1989. Les communications mettent l'accent sur le lien entre les efforts de coopération économique avec les régions du Pacifique et les négociations du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) en Uruguay, déclarant que ces efforts avaient pour but de garantir le succès de ces négociations. Là encore, le renforcement des échanges commerciaux multilatéraux est décrit comme une priorité absolue pour le Canada et les économies des pays du Pacifique, particulièrement au moment où les États-Unis et la Communauté européenne prennent des initiatives unilatérales et où la coopération au niveau régional est considérée comme le moyen le plus sûr d'atteindre cet objectif. C'est pourquoi Rob Dobell, président de l'IRPP, introduit le débat en déclarant que le Canada doit insister beaucoup plus sur les relations économiques et la coopération avec les pays de la région Asie-Pacifique au cours des années 90 et laisser de côté ses préoccupations liées à ses relations avec les États-Unis, parce que les Américains vont sans doute baser eux aussi la croissance de leurs exportations sur ces régions-là et que le Canada demeurera ainsi vulnérable aux effets de la politique unilatérale américaine vis-à-vis des pays de la région du Pacifique.

Parmi les communications sur lesquelles Dobell base son introduction, les plus utiles demeurent celles qui examinent certains problèmes discutés lors de l'Uruguay Round. Cela inclut les présentations de P. David Lee sur le commerce des services, de William M. Miner sur l'agriculture, de Brian Hindley sur les politiques antidumping et de Murray G. Smith sur les lois allégeant les formalités d'importations. Chacune de ces communications tente d'insister sur les intérêts canadiens et les perspectives pour le pays mais, fait plus important, chaque auteur suggère ce qui devrait être fait pour garantir le succès de l'Uruguay Round, en insistant sur les problèmes les plus graves et en proposant des stratégies concrètes pour le Canada et les autres pays. Grâce à ces articles, l'ouvrage peut atteindre son objectif premier, c'est-à-dire alerter le lecteur des enjeux auxquels est confronté le Canada dans les négociations à l'échelle régionale et mondiale. On espère simplement que ces recommandations accéléreront la mise en place de politiques constructives. Étant à l'origine des études les plus agressives de toutes celles que nous analysons ici, l'IRPP semble vouloir s'assurer que l'intérêt pour les régions du Pacifique va se concrétiser par des actes en ce début de décennie.

## Frustré ?

Le second élément du thème central à tous ces travaux est mis en évidence dans *Korea-Canada* par Abraham Okazaki, avocat à Vancouver, qui discute des relations commerciales entre le Canada et la Corée: «À quels nuages faisais-je donc allusion plus tôt? Comme c'est le cas la plupart du temps, ils sont dus à la fois au succès apparent de la relation entre deux pays et à son échec relatif, ce qui conduit à ce que les observateurs appellent les frustrations canadiennes» (p. 88). Ces frustrations

viennent ternir un «horizon plutôt illuminé» par des résultats commerciaux approximatifs et sont dues notamment : au déséquilibre commercial et au déficit observés depuis 1981 (situation due largement aux ventes de Hyundai, que les Coréens ont tendance à considérer comme un succès temporaire); à la crainte qu'ont les Canadiens d'être laissés-pour-compte, étant donné les efforts déployés par les Coréens pour rassurer les Américains, lesquels essaient de redresser leur déficit commercial vis-à-vis de la Corée (cette situation a d'ailleurs déjà affecté la vente des réacteurs Candu); et enfin à la nature des exportations canadiennes et coréennes (des biens entièrement fabriqués en Corée s'échangent contre des matières premières en provenance du Canada). Il faut que les Coréens achètent plus de produits canadiens (si l'on ne tient pas compte de l'étude Chang citée plus haut!) et réservent aux fournisseurs canadiens un traitement juste et réciproque, à l'instar de celui que reçoivent les produits coréens au Canada et en raison de certaines mesures protectionnistes. Okazaki admet qu'un manque de compréhension élémentaire des deux parties constitue une entrave aux relations économiques et rend nécessaires les interventions des gouvernements, des milieux d'affaires et de l'opinion publique, ainsi qu'une meilleure diffusion de l'information.

Les prévisions d'Okasaki dans le domaine des affaires vont dans le même sens que les préoccupations des milieux gouvernementaux et professionnels exprimées dans *Canada, the Pacific and Global Trade*. L'Association des producteurs de produits chimiques du Canada, représentée par G. Firman Bentley de la société Polisar, dresse une liste des nouvelles possibilités qui existent pour accéder aux marchés régionaux et au marché mondial, des mesures d'aide qui doivent être révisées et des priorités à donner aux politiques gouvernementales encourageant la concurrence; pour sa part, Klaus E. Goeckmann, de la société Cominco, qui représente les industriels des métaux et des minéraux, est inquiet de la discrimination dont font l'objet les fournisseurs canadiens, des autorisations auxquelles sont soumises les importations, de la réglementation relative aux navires battant pavillon étranger et des restrictions monétaires, en plus des problèmes d'accès à certains marchés. Les distorsions créées par les barrières douanières, tarifaires ou non, occupent également une grande partie des propos de Germain A. Denis (Bureau des négociations commerciales multilatérales, Canada), de Lorne Seitz, de l'Honorable John Jansen (ministre des Affaires internationales et de l'Immigration, Colombie-Britannique) et de Charles R. Carlisle (Secrétariat du GATT, Genève), lesquels s'intéressent aux négociations multilatérales dans une perspective gouvernementale et intergouvernementale. L'évaluation de M. Carlisle à la suite de la réunion du GATT à Montréal en décembre 1988 sera particulièrement utile aux chercheurs.

L'idée selon laquelle les relations entre le Canada et les régions du Pacifique sont marquées par la frustration plutôt que par un certain désintérêt est développée dans *Korea and Canada* par Thomas R. Keating et Charles Burton. Dans l'évaluation qu'ils font respectivement de la politique étrangère canadienne, ces auteurs tentent de mettre l'accent sur la position délicate du Canada, qui se trouve dans l'ombre des principales puissances régionales ou encore entre ces dernières : il s'agit des États-Unis, de l'Union soviétique, de la Chine et du Japon. Dalchoong Kim et Jung Ha Lee dressent le même tableau d'un point de vue coréen, et leurs propos sont informatifs.

Finalement, on a l'impression que ceux qui ont pris des initiatives en matière de politique étrangère dans le Pacifique ont parfois été frustrés de l'hésitation qu'ils ont rencontrée; c'est ce que dit implicitement H. Edward English dans *Canada-Malaysia*, lorsqu'il décrit la façon dont l'ANASE perçoit la coopération économique avec le Pacifique. Il pense que «l'avenir de la coopération économique avec l'ANASE demeurera étroitement lié à l'avenir des relations économiques de ses pays membres avec l'extérieur [l'Asie du Sud-Est]» (p. 12) tant que l'on continuera à compter avant tout sur l'exportation de matières premières pour garantir un commerce extérieur excédentaire. En tant qu'organisateur du Trade Policy Forum de la PECC, English se demande comment la Malaisie et les autres pays en développement peuvent s'assurer l'accès aux marchés des pays les plus industrialisés par le biais des négociations du GATT. D'après lui, la réponse réside dans la poursuite d'un programme de stagnation ou de baisse forcée des prix, ce qui donnerait lieu à un moratoire pour chaque mesure protectionniste prise par la suite. On a le sentiment que, d'une certaine manière, l'auteur condamne la force avec laquelle l'ANASE a réagi jusqu'à présent, bien que là encore, les pays en développement doivent s'inquiéter de savoir quel pays verra ses projets favorisés par un tel programme.

### Réticent?

Il est un troisième groupe d'auteurs, qui semblent croire que les Canadiens sont plus réticents que désintéressés ou frustrés lorsqu'il s'agit de s'engager dans des échanges avec les régions du Pacifique. Dans la volumineuse introduction de l'éditeur de l'ouvrage *Canada, the Pacific and Global Trade*, Smith note en premier lieu que le Canada projette l'image d'une nation plutôt réticente et observe, tout comme de nombreux autres analystes, qu'un effort relativement faible sur le plan commercial et l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis ont rendu les partenaires du Canada dans le Pacifique plutôt sceptiques quant à son engagement dans leurs régions. Smith analyse les tendances générales du commerce mondial et décrit notamment avec à-propos les objectifs que s'est fixés le Canada parmi les principaux problèmes évoqués lors de l'Uruguay Round. Mais c'est son résumé du mouvement de coopération économique avec les régions du Pacifique – dans lequel il se trompe malheureusement sur le nom de la Conférence sur le commerce et le développement dans le Pacifique (PAFTAD)! –, ainsi que la récente initiative australienne visant à organiser un forum intergouvernemental (désormais connu sous le nom d'Asia-Pacific Economic Cooperation ou APEC) que John Crosbie, ministre canadien du Commerce international, s'appuie pour rejeter les propositions d'un gouvernement fédéral dont l'approche vis-à-vis de ces régions est mal définie. Les étudiants spécialisés dans la politique étrangère canadienne auront un point de référence intéressant en lisant ce qu'il dit de la stratégie commerciale du gouvernement Mulroney à l'égard du Pacifique, de son programme Pacifique 2000 et de son soutien aux forums intergouvernementaux et non gouvernementaux dans différentes régions du monde.

Ceux qui cherchent à venir à bout des réticences du Canada, en particulier dans les milieux d'affaires, seront ravis de constater que, dans un article concis publié dans *Korea-Canada*, Kenneth R. Bushell nous dit ce dont les hommes d'affaires

devraient être conscients lorsqu'ils décident de se lancer dans les affaires avec la Corée, mais également avant et après. Vice-président et dirigeant de la Banque de Montréal à Séoul, Bushell offre des notions de base à tous ceux qui ne sont pas du tout informés, ou sont intimidés par la structure sociale, les processus décisionnels, les principes d'hégémonie (en particulier le rôle des théories de Confucius), l'organisation de réseaux et la gestion du personnel en Corée, sans parler de l'histoire et de la langue de ce pays. On devrait imposer la lecture de cet article aux étudiants spécialisés dans les régions du Pacifique, et il faut espérer qu'il y aura plus d'études de ce genre à l'avenir.

Au sein des milieux politiques, Crosbie et les autres défenseurs de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis seront réconfortés par l'étude à laquelle se livre Alan M. Rugman des stratégies des entreprises dans *Korea and Canada*. Nous ramenons à un thème qui nous est familier, Rugman prétend que l'Accord devrait être considéré comme un moyen d'améliorer les relations commerciales bilatérales, et conteste l'idée selon laquelle le processus d'adaptation du Canada qui résulte de cet accord peut constituer une entrave aux liens entre les entreprises et aux relations commerciales qui en découlent. Dans cet article, il semble déterminé à venir à bout de la réticence observée des deux côtés du Pacifique.

## Conclusion

La publication de ces quatre volumes ne présente pas toujours le même intérêt. Par exemple, l'éditeur de *Canada, the Pacific and Global Trade* a choisi d'inclure la bibliographie résumée des auteurs ayant participé à l'ouvrage; c'est un ajout intéressant, que l'on ne retrouve pas ailleurs. En effet, dans *Canada-Malaysia*, même ce qui n'est attribuable qu'indirectement aux auteurs n'apparaît pas clairement. En outre, plusieurs erreurs au niveau de la publication et de la composition nuisent à la qualité de cet ouvrage. On ne trouve des index que dans les travaux sur les relations coréo-canadiennes, et ces ouvrages sont ceux qui sont le mieux documentés; cependant, les éditeurs de *Korea and Canada* ont cru bon d'inclure un article de Gurstan Dacks sur la politique canadienne, qui semble faire double emploi avec celui qu'il a publié dans *Korea-Canada*.

Hormis le fait qu'ils insistent sur les différents aspects des relations entre le Canada et les régions du Pacifique, ces travaux renferment des commentaires dignes d'intérêt sur certains sujets complémentaires. Les communications publiées dans *Canada-Malaysia* traitent des caractéristiques de la politique intérieure, des plans de développement, des progrès industriels, des programmes de privatisation et de la politique étrangère de la Malaisie, ainsi que de son engagement dans l'ANASE. On y retrouve quantité de statistiques. L'article qui est sans doute le plus instructif est le dernier article, que l'on doit à Diane K. Mauzy et où elle souligne la dynamique de la politique malaise avant et après les élections de 1986 et passe en revue les principaux problèmes politiques pour les années 90: l'économie, l'hégémonie, la remontée de l'Islam et les politiques à l'égard des ethnies. Tous les étudiants spécialisés dans la politique en Asie du Sud-Est auraient intérêt à retenir le contenu de son analyse. Les communications portant sur l'économie de la Corée du Sud ainsi



que sur ses stratégies d'industrialisation, sa politique intérieure, ses relations avec la Corée du Nord et ses échanges commerciaux avec le Canada (que l'on retrouve dans les ouvrages consacrés aux relations coréo-canadiennes) seront utiles à ces mêmes étudiants. Elles sont tout particulièrement appréciables, étant donné le peu d'informations que les spécialistes canadiens transmettent sur la Corée. Les articles de *Korea and Canada* qui portent sur le rôle des universités dans chacun des pays sont également intéressants à titre de comparaison.

Bien que les travaux décrits dans la présente étude aient chacun une approche différente des relations entre le Canada et les régions du Pacifique, ils se rejoignent de par leur analyse des notions d'intérêt, de frustration et de réticence. Que ces questions soient soulevées dans un contexte bilatéral ou à l'échelle mondiale, les explications sur les problèmes régionaux et sur leurs conséquences abondent. En tant que compilations de communications parfois un peu décalées les unes par rapport aux autres, ces ouvrages ne peuvent apporter de réponse cohérente aux questions que l'on se pose sur le statut du Canada vis-à-vis de la région Asie-Pacifique de la même façon que le font, par exemple, Hervouet, English, Holmes ou Ross dans leur travaux.<sup>1</sup> Néanmoins, ces volumes, inspirés de certaines conférences, tentent de faire prendre conscience aux Canadiens de l'existence de leurs voisins du Pacifique et de leur importance dans cette région ; à ce titre, ils auront une certaine utilité. Si l'on procède à une analyse globale de ces quatre volumes, on a tendance à en conclure que les Canadiens ont une attitude plutôt ambivalente lorsqu'on évoque les régions du Pacifique. Au moment où les relations internationales sont en train de changer de visage, on peut se demander combien de temps encore ils pourront se permettre d'être difficiles à ce point. [Traduit de l'anglais]

1. Gérard HERVOUET, *Canada and the Pacific Basin*. Ottawa, Canadian Studies Directorate, Department of the Secretary of State, Canada, 1988; H. Edward ENGLISH, «Canada and Pacific Cooperation», Research Paper Series I, Pacific Basin Project No 2, Center for Japan-US Relations, International University of Japan, 1986; Eric DOWTON, *Pacific Challenge: Canada's Future in the New Asia*. Toronto, Stoddart, 1986; John W. HOLMES, «From Sea to Sea: Canada's Move from the Atlantic to the Pacific», in F. Quei Quo (éd.), *Politics of the Pacific Rim: Perspectives on the 1980s*. Burnaby, SFV Publications, 1982, pp. 11-25; Douglas A. Ross, «Canadian Foreign Policy and the Pacific Rim: From National Security Anxiety to Creative Economic Cooperation?», in Quo, op. cit., pp. 27-55.